

IDEX « SUPER » : mensonges et dissimulation (SNCS et SNESUP de Paris 6)

Le personnel de l'université Paris 6-UPMC n'en a jamais autant appris sur l'IDEX SUPER que depuis l'annonce de son élimination dans la première vague de sélection, annoncée le 4 juillet. Seules quelques informations avaient filtré au moment de la présélection. A chaque fois il s'est agi d'interviews réalisées par l'agence AEF (dépêches 147785 du 31 mars et 152721 du 5 juillet) alors qu'aucune communication n'avait été faite aux premiers intéressés : les personnels et les étudiants des universités et leurs représentants dans les conseils. Le président de l'UPMC ne s'est jamais exprimé dans ses éditoriaux mensuels sur le projet d'IDEX et encore moins sur un éventuel projet de fusion des universités P2, P4 et P6. Bien au contraire, la politique de l'UPMC, en particulier lors de la création du PRES, nous a toujours été présentée comme devant impérativement préserver l'indépendance des universités fondatrices [1].

Alors que dans la première phase de l'IDEX le dossier avait été déposé dès le 7 janvier, le CA n'a été « consulté » que le 31 janvier sur la foi d'un [résumé de 5 pages](#), seul document communiqué aux administrateurs. Lors de cette séance, le président était allé jusqu'à [déclarer](#) : *"Une publicité de ces documents n'est actuellement pas nécessaire car la présentation des documents hors contexte est extrêmement trompeuse"*. La [substance du dossier](#) n'a finalement été rendue publique qu'en mars sous la pression des représentants du personnel. Quant à la nature exacte des engagements pris par le président, elle n'a toujours pas été rendue publique, ce qui a suscité un recours auprès du tribunal administratif.

Pour la phase qui a suivi la présélection, le black-out a été total. Les recommandations du jury n'ont pas été divulguées, pas plus que le projet modifié déposé le 19 mai, dont nous apprenons aujourd'hui

qu'il comporte un projet de fusion des trois universités, en contradiction complète avec la stratégie affichée de l'UPMC. Lors de la réunion du sénat académique du PRES Paris Sorbonne Universités le 29 mars, J. Chambaz, vice-président de l'UPMC et président de ce sénat, [annonçait](#) qu' « *après la publication des recommandations du jury, le Sénat Académique sera amené à se réunir de nouveau afin de contribuer à l'amélioration et à la finalisation du dossier. Ses réflexions viendront ainsi enrichir les contributions des différents groupes de travail thématiques mis en place pour construire le projet* ». Aucune de ces déclarations n'a été suivie d'effet : les recommandations n'ont pas été publiées, ce sénat de pacotille n'a même pas été réuni. Pour ce qui est des groupes de travail, nous n'avons aucun indice de leur existence en dehors de cette déclaration.

La non-sélection du projet d>IDEX constitue un échec cinglant pour la stratégie solitaire de l'équipe dirigeante de l'UPMC. C'est ce que reconnaît J.C. Pomerol dans son [interview à Educpros](#) quand il déclare : « *toutes les questions du jury portaient sur la vitesse à laquelle nous allons vers l'université unique. On nous reproche de ne pas faire la fusion plus rapidement. Nous proposons de faire une université unique dans les dix ans à venir, mais on peut toujours peindre Paris en rose... Nous avons déjà évolué entre les deux auditions, d'un modèle confédéral, qui avait été critiqué, vers une université unique* ». A propos du dépôt d'une nouvelle candidature, il ajoute « *que voulez-vous qu'on fasse d'autre...* ». Ces déclarations démontrent que l'exécutif est allé de capitulation en capitulation face au gouvernement tout en continuant d'afficher un discours démagogique de défense du service public de l'enseignement supérieur. Il n'a plus aujourd'hui aucune stratégie face à un gouvernement qui ne camoufle même plus que les IDEX n'ont rien à voir avec l'excellence mais sont un outil brutal de restructuration de l'enseignement supérieur. Quant à la démocratie, le président de Paris IV en résume parfaitement la conception qui règne aujourd'hui dans la France sarkozienne : « *A Paris Sorbonne, tous les gens qui ont été partie prenante du projet d'Idex sont convaincus de la nécessité d'un établissement unique. Mais il faut du temps pour*

convaincre les autres », indique ce président qui souhaite « *prendre le temps de l'explication en interne* ».

Les personnels et les étudiants des universités n'ont pas besoin des explications d'une petite poignée de dictateurs éclairés. Comme les représentants de l'UNEF dans nos universités l'ont très bien exposé, ils ont parfaitement compris que les IDEX sont destructeurs pour l'université française. En réalité, ce que veut le gouvernement, c'est la constitution d'un grand établissement avec des statuts dérogatoires et une "gouvernance resserrée", au lieu d'une simple fusion qui serait encore une université, avec des conseils élus, des droits pour les personnels, l'accès des bacheliers à la première année de licence.

Les universités doivent cesser une compétition stérile et se mobiliser collectivement pour s'y opposer et pour reconstruire le service public de l'enseignement supérieur. C'est l'un des enjeux de la candidature portée par les listes « Réinventer l'Université » pour le remplacement de J .C. Pomerol à la présidence de l'UPMC qui est à l'ordre du jour du CA du 11 juillet.

Notes

[1] *"M. POMEROL conclut que le choix d'une fondation pour le PRES devrait débloquer la réticence des pouvoirs publics. La forme d'une fondation respectera la personnalité morale des établissements partenaires. En effet, il n'est pas question de fusionner les universités, ni d'affecter le personnel des universités au sein de la fondation."* (Conseil d'administration du 8 mars 2010).